Aidspan
Independent observer of the Global Fund

LE CONSENSUS DE VANCOUVER APPELLE À UN ACCÈS RAPIDE AU TRAITEMENT ET À LA PRÉVENTION DU VIH

La déclaration de consensus de Vancouver, publiée à l'issue de la conférence internationale sur le sida (IAS) qui s'est tenue à Vancouver, au Canada, du 19 au 22 juillet 2015, appelle à un accès immédiat aux antirétroviraux, à un accès élargi aux services de prévention et à une riposte globale contre l'épidémie du sida fondée sur les droits pour toutes les personnes vivant avec le VIH. La déclaration de consensus a été signée par plus de 500 personnes, notamment des membres de la société civile, des cliniciens, des chercheurs et des dirigeants de l'International AIDS Society (IAS), du Fonds mondial, du PEPFAR, de l'ONUSIDA et d'autres organisations.

Dans un article sur le Consensus de Vancouver, la revue médicale The Lancet décrit les bienfaits pour la santé qu'entraîne la mise en œuvre immédiate d'un traitement antirétroviral plutôt que d'attendre la détérioration du système immunitaire : réduction du risque de décès, des maladies graves ou des décès liés au sida d'au moins 50 %, diminution de 50 % du taux de prévalence de la tuberculose et diminution de 60 % du taux d'infections bactériennes. Selon The Lancet, les études démontrent que les médicaments antirétroviraux peuvent prévenir la transmission du VIH d'une personne vivant avec la maladie à un partenaire non infecté ; il s'avère en outre que l'utilisation d'antirétroviraux à des fins prophylactiques permet de protéger les personnes présentant un risque de transmission, et que la mise en œuvre de cette stratégie parmi les populations-clés affectées est faisable.

The Lancet note toutefois que les politiques de santé actuelles restreignent l'accès aux médicaments antirétroviraux. Plus particulièrement :

- seuls 10 pays ont formellement adopté l'option pour les personnes diagnostiquées séropositives de commencer immédiatement un traitement antirétroviral;

- nombre de pays n'ont pas complètement appliqué la recommandation de l'Organisation mondiale de la Santé qui est de démarrer un traitement antirétroviral dès que le taux de CD4 devient inférieur à 500 cellules/mm^3;
- dans certains pays, les patients séropositifs doivent encore attendre que leur taux de CD4 devienne inférieur à 200 cellules/mm^3 avant de débuter un traitement antirétroviral; et
- seuls trois pays (les États-Unis d'Amérique, la Thaïlande et la Malaisie) ont ouvert la porte à la prophylaxie pré-exposition.

« Il serait temps de présenter des options politiques fondées sur les meilleures données médicales », selon The Lancet.

Une évaluation des besoins, conduite en avril 2013 par le Fonds mondial, l'Organisation mondiale de la Santé, l'ONUSIDA, Roll Back Malaria et le Partenariat Halte à la tuberculose dans le cadre de la quatrième reconstitution des ressources du Fonds, a permis d'établir que les besoins en ressources (tant internes qu'externes) s'élèveraient à 87 milliards US$ sur la période 2014-2016 pour les programmes de lutte contre les trois maladies dans les pays pouvant prétendre aux financements du Fonds mondial. Concernant le VIH, le besoin de financement total estimé s'élève à 58 milliards US$. Concernant la tuberculose et le paludisme, les besoins estimés se chiffrent au total à 15 milliards US$ et 14 milliards US$ respectivement.

L'évaluation des besoins conclut que si le Fonds mondial parvenait à mobiliser 15 milliards US$, si les financements externes autres que ceux du Fonds restaient relativement stables à 24 milliards US$, et si les financements nationaux atteignaient 37 milliards US$ (une augmentation de 14 milliards US$ par rapport aux niveaux de financements intérieurs actuels), cela représenterait 76 milliards US$, soit 11 milliards US$ de moins par rapport aux besoins estimés.

Lors de sa quatrième conférence de reconstitution des ressources, le Fonds avait récolté quelque 12 milliards US$, un montant en deçà de son objectif de 15 milliards US$ mais supérieur à celui des contributions versées lors des reconstitutions précédentes.

Depuis la dernière reconstitution des ressources, l'ONUSIDA s'est fixé l'objectif des « 90-90-90 » : d'ici 2020, 90 % de toutes les personnes vivant avec le VIH connaîtront leur statut sérologique, 90 % de toutes les personnes diagnostiquées séropositives recevront un traitement antirétroviral, et enfin 90 % des personnes sous traitement parviendront à un état de suppression virale.

Le coût lié à l'atteinte de cet objectif est astronomique (des milliards de dollars).

La demande augmente non seulement pour le VIH mais aussi pour la tuberculose, dont les coûts de traitement sous ses formes polypharmacorésistante et ultra-résistante ont considérablement augmenté; et pour le paludisme, dont le problème de la résistance aux médicaments a augmenté le coût mais aussi la complexité du traitement des personnes ayant contracté la maladie.

Ainsi, on peut s'attendre à ce que les besoins en ressources s'élèvent à plus de 87 milliards US$ lors du cinquième cycle de reconstitution des ressources du Fonds qui débutera en 2016. Nous ne savons toujours pas comment cela risque d'affecter la réalisation des objectifs du Fonds au titre de cette reconstitution.

Christoph Benn, directeur des relations extérieures du Fonds mondial, indique à Aidspan que « si des progrès considérables ont été accomplis dans la lutte contre les trois maladies, des ressources nouvelles et supplémentaires s'avèrent absolument nécessaires. Les cinq prochaines années seront cruciales pour atteindre l'objectif d'éradication des trois maladies. Le Fonds mondial publiera sa prochaine estimation des besoins en ressources avant la réunion préparatoire à la cinquième conférence de reconstitution des

ressources qui sera organisée par le gouvernement japonais en décembre 2015. La conférence des donateurs est prévue mi-2016 ».

Dans la conjoncture actuelle, il sera plus difficile de mobiliser des ressources financières supplémentaires pour lutter contre les trois maladies. Selon une étude récente de la Kaiser Family Foundation et de l'ONUSIDA, l'aide octroyée par les donateurs pour lutter contre le VIH n'a que légèrement progressé en 2014 par rapport à 2013. Les financements sont repartis à la hausse au cours des quelques années marquées par un fléchissement notable dû à la crise économique mondiale.

Read More